

Conseil provincial du 26 novembre 2009
Session budgétaire
Intervention du Député provincial Serge Hustache
Pour qui sonne le glas ?

La situation de la Province de Hainaut s'inscrit dans une triple dimension : budgétaire, institutionnelle et existentielle. En ce qui concerne la **dimension budgétaire**, on a utilisé tous les qualificatifs, tous les mots... Parfois, on nous a accusé d'avoir « fait peur », d'avoir crié au loup.

Depuis des années, on entend le glas sonner pour les Provinces et singulièrement pour la nôtre, personne ne semble l'entendre et tout le monde se demande à qui il s'adresse.

Puissions-nous ne pas être demain une illustration moderne de la tragique situation qu'Hemingway décrit dans son livre « Pour qui sonne le glas » au sujet des démocraties balbutiantes : « Ne te demande pas pour qui sonne le glas, il sonne pour toi... » Il sonne pour nous.

Et pourtant, rien n'a été exagéré: la situation est réellement gravissime. Ce n'est pas un superlatif utilisé pour effrayer les troupes... C'est la réalité brute, celle, implacable des chiffres.

A l'aube de concrétiser le budget 2010, toutes les informations concordent pour que ce déficit s'élève à **25 millions d'euros : intenable.**

La règle du tiers boni qui fixe le montant du déficit et qui doit être impérativement respectée sous peine d'être mis sous tutelle ne nous autorise pas un déficit supérieur à **14.606.738€.**

Intenable parce que le personnel pèse 70% dans le budget de la Province de Hainaut et compte **5040 agents ce qui équivaut à 4534,56 ETP**, hors enseignants alors que les autres provinces occupent un personnel beaucoup moins important.

Intenable parce que nous sommes sollicités de toutes parts pour mener des projets qu'il nous est de plus en plus difficile d'assumer : nous sommes face à une liste de quelque 240 millions d'investissements rien que pour le STB.

Intenable car toutes les Provinces sont en équilibre voire en léger boni, Liège accuse un léger déficit, incomparable au nôtre : 7, 8 millions de déficit.

Voilà pourquoi nous avons pris des mesures radicales, des mesures qui dérangent. Des mesures qu'on essaie déjà, ici et là, de contourner. Des attitudes encore isolées mais irresponsables, suicidaires pour l'institution provinciale.

Ces mesures qui viennent se greffer, amplifier la dynamique du plan de modernisation : elles touchent tout le monde puisqu'elles sont linéaires. Une démarche dont on connaît les limites mais indispensable pour réduire significativement le train de vie provincial, dans tous les secteurs. Des exemples ?

- c'est le moratoire sur le personnel : trois millions d'économie et des conséquences que nous mesurons tous. Annie Taulet l'a relevé : dans certains services, on ne remplacera pas des personnes qualifiées, formées. Il nous faudra être créatif, inventif et souple. La mobilité, la formation continuée sont des formes de réponses à ces questions.

- c'est une limitation pure et simple des gros projets que nous menions ou que nous allions mener. Yves Lardinois évoquait avec enthousiasme le projet d'aéropole à Charleroi : 12 millions parmi les 240 autres millions de projets déjà sur la table du Service Technique des Bâtiments. Un projet auquel nous sommes évidemment tous favorables. Mais aujourd'hui, Yves le sait aussi, on ne fait malheureusement plus ce que l'on veut mais bien plus modestement ce que l'on peut. C'est ce que nous avons fait en marquant un accord de principe dans une enveloppe fermée, gérable budgétairement.
- c'est une réduction des dépenses de fonctionnement, de manière linéaire : tout le monde a moins 10 ou moins 20% selon les postes. Une mesure difficile, elle aussi, mais cruciale, Fabienne Capot a exprimé les conséquences qu'auraient ces dispositions : cette mesure va nous permettre d'évaluer notre capacité à être solidaires pour sauver l'emploi de tous, le service public, en opérant le cas échéant des transferts entre institutions. Ou pas...
- c'est une réduction des subventions aux associations dépendant de la Province. Richard Willame a déjà attiré notre attention sur les difficultés que rencontreraient des associations, pour la concrétisation de certains projets.
- c'est aussi une limitation de l'enveloppe pour le Service technique des Bâtiments et pour Hainaut Ingénierie Technique : 10 millions d'euros

d'investissements pour chaque service, donc des choix, des arbitrages. Gérald Moortgat a, lui aussi, observé quelles seront les conséquences de ces diminutions.

Ces mesures, douloureuses, j'en conviens, nous ont permis de rendre le déficit « acceptable », enfin inférieur à la limite du tiers boni : **7 838 041 €**.

Si la situation budgétaire nous donne un peu la sinistrose, la **réalité institutionnelle** n'est guère plus encourageante. Il faut se souvenir des commentaires acerbes posés, en juin, sur les Provinces, il faut se souvenir des journaux. Faut-il citer quelques titres d'articles parus aux premiers jours de l'été ? « *Les Provinces mettent un pied dans la tombe* », disait-on dans *Le Soir*, « *Provinces : chronique d'une mort annoncée* », titrait *l'Echo*.

On ne peut pas se fermer les yeux, se boucher les oreilles et se taire : si les modalités d'application ne sont pas encore clairement définies, la Déclaration de politique régionale que je vous ai déjà lue, ne laisse planer aucune équivoque.

« Afin de simplifier le paysage institutionnel situé entre la Région et la commune, le Gouvernement **réformera l'institution provinciale pour la faire évoluer**, à terme et après révision de la Constitution, **en communauté de territoires** adaptée comme entité de gestion des intérêts supra-communaux, de pilotage politique des intercommunales, de soutien aux politiques communales et de déconcentration de missions régionales et communautaires dans le cadre des stratégies établies par la Région et/ou les Communautés. »

L'équilibre ? On devrait y tendre en 2012 puisqu'on appliquerait alors la comptabilité SEC 95. Malgré nos mesures importantes, nous en sommes encore loin.

L'institution provinciale sera **réformée**. Elle ne disparaîtra sans doute pas mais n'existera plus dans la forme qu'elle connaît aujourd'hui. Par exemple, pour ce qui nous concerne un tiers de conseillers en moins on passera donc de 84 à 56 et un député en moins.

On envisage aussi la suppression de certaines matières ainsi, dans sa déclaration de politique régionale, le Gouvernement wallon cite, par exemple, un transfert du logement, de la gestion des voiries, des relations internationales (autres que celles entre pouvoirs locaux européens), de l'énergie, du patrimoine, de la compétence juridictionnelle en matière de contentieux électoral ou de l'animation économique.

Parallèlement à cette réflexion sur les compétences, le Gouvernement wallon envisage une deuxième étape, celle de la création de communautés de territoires qui s'appuieront sur des bassins de vie.

Comme nous le voyons, les questions qui nous touchent aujourd'hui recèlent à l'instar de toutes les autres provinces une forte dimension institutionnelle mais compte tenu de la situation inquiétante des finances provinciales, en Hainaut, elles prennent tout à coup une dimension existentielle.

Quel interlocuteur serons-nous demain, face à la Région wallonne si nous ne parvenons pas à nous remettre en question, à revoir nos choix, nos politiques, notre manière d'être et d'agir ?

Quelle crédibilité aurons-nous par rapport aux autres provinces qui occupent moins de personnel et dont les finances se portent infiniment mieux ?

Le budget que nous présentons est un **budget d'espoir ou de renaissance**, si étrange qu'il puisse paraître.

L'espoir que la prise de conscience est généralisée. Un budget d'espoir parce que l'avenir, notre avenir, il est entre nos mains. Jamais, sans doute, chacun n'a pu avoir autant de prise sur l'avenir d'une institution, sur son propre devenir.

Parce que chacun a le droit de s'exprimer, parce qu'il faut bousculer certaines manières de travailler et de fonctionner pour donner une chance à la Province, nous allons nous mettre en campagne. Tous.

Une campagne en trois temps, en trois ans, en trois étapes.

D'abord, une large consultation : c'est la « **Province en question(s)** ». Dépassons les clivages politiques, hiérarchiques, post-baronniques : entrons dans l'ère de la coopération, du partenariat autour d'un objectif commun.

La Province en questions, c'est une **campagne interne**, de janvier à juin 2010 qui s'adresse :

- **Aux responsables d'institutions** qui, au sein des commissions, vont travailler, de concert, avec les représentants des partis démocratiques du conseil provincial, sur les budgets disponibles en s'appuyant sur les nouvelles modalités mises en

place et à revoir les frontières de leur administration.

Trois échéances : mars, juin et septembre 2010, les trois modifications budgétaires.

- Aux **agents** qui, sous l'égide du Greffe, vont travailler à établir des synergies, à voir comment être plus efficaces encore, bref à donner le meilleur d'eux-mêmes lorsque parfois les savoir-faire sont étouffés et à transcender une hiérarchie institutionnelle quelques fois un peu archaïque. **Échéance: juin 2010.**

Dans le même temps, une campagne externe va être orchestrée de janvier à juin 2010.

- Nous avons pris connaissance la semaine dernière du courrier qui sera adressé aux **communes**: que fait la Province pour vous? **(Échéance juin 2010)**
- Nous mettons en place une dizaine de rencontres dans une dizaine de villes, s'adressant aux **citoyens, associations, agents, usagers...** bref à tous. Une présentation de la Province et un débat: ces « Etats généraux », mis sur pied par les services provinciaux, vont susciter les réflexions. **(Échéance juin 2010)**

Ces rencontres, ces travaux vont nous permettre de réaliser **un plan stratégique provincial**. Objectif : repérer les priorités qui devront être les nôtres en fonction des besoins de nos partenaires privilégiés à savoir, la Région wallonne, les communes, les associations et bien sûr les citoyens.

En 2011, c'est la Province se découvre. On sait trop peu ou trop mal ce que fait la Province, ce sera l'occasion de le montrer : à Mons, lors d'un grand événement que nous mettrons sur pied. Ensemble.

Pas un événement de plus qu'on orchestre avec des pieds de plomb, non, l'envie de montrer que la Province, c'est une entreprise publique solidaire qui fait des choses et qui le dit.

En **2012, « La Province en mouvement »** : il sera l'heure de tirer, définitivement, sans doute, les conclusions de ces deux années de réflexion.

Viendra ensuite le moment de négocier avec la Région wallonne. Si et seulement si nous avons réussi, en 2010, à réformer en profondeur notre institution et organiser en 2011 les convergences et les solidarités afin de montrer au grand public notre savoir-faire, bref, à nous mettre « en ordre de marche » pour engager ces discussions et négocier des moyens nouveaux.

Et d'ici là. Chaque geste que nous posons sera un clou de plus ou de moins dans le cercueil de la Province de Hainaut. Un clou de moins, par exemple, nous travaillons à ce que chaque dirigeant d'institution soit davantage responsable de la gestion quotidienne de sa structure.

La réduction linéaire des principales dépenses est au cœur du dispositif du budgétaire mis en place cette année, mais c'est aussi un **acte politique** qui doit nous aider à **sortir de la crise**. Un **acte politique** qui n'a aucun sens sans une réflexion de fond et une **réforme en profondeur de notre institution**.

Le véritable débat politique devra s'organiser autour des modifications budgétaires de mars et de juin qui ne devront pas aggraver l'équilibre initial. Elles doivent dessiner pour le futur une nouvelle structure des dépenses provinciales qui corresponde mieux aux réels besoins et aux choix essentiels qui seront opérés suite à la campagne que nous mettrons en place.

Soit, nous entrons dans une logique d'austérité qui nous entraîne dans une spirale négative, alimentée par l'égoïsme, le repli sur soi, la concurrence et la compétition: il n'y aura, alors, **pour la Province plus AUCUN avenir.**

Soit, cette situation devient le catalyseur d'une prise de conscience collective, moteur d'un large processus d'innovation, de créativité et de solidarité. **Et là, tout redevient possible.**

Si nous parvenons à atteindre nos objectifs, c'est l'angélus qui retentira pour la Province de Hainaut, et le glas sera réservé à ses détracteurs.